

ARGENTINE AUJOUR'HUI AUJOUR'HUI --- ARGENTINE AUJOUR'HUI --- ARGENTINE A

QUATRIEME ANNEE (DEUXIEME EPOQUE), 25 MAI 1984, N° 27

204 / 72191

CONJONCTURE: Si les observateurs économiques ont une vision négative de l'actuelle situation argentine, celle de leurs collègues politiques est en revanche bien plus positive (et ces derniers pensent qu'une évolution politique positive pourrait entraîner l'amélioration de la situation économique). En effet, l'administration Alfonsín s'était donnée un objectif préalable et nécessaire pour aboutir à mettre de l'ordre dans le pays, avant d'essayer de redémarrer: réussir à créer un front commun dans le pays pour faire face aux gros problèmes laissés par les militaires, aussi bien sur le plan intérieur que sur le plan international. Vers la fin mai, les résultats obtenus sur le plan politique et syndical semblaient plutôt positifs. Au niveau politique Alfonsín a su obtenir que Mme Isabel Perón, arrivée à Buenos Aires le 20 mai, conduise le péronisme en vue des conversations engagées le 21. La présence de la veuve du président Perón irait dans le sens d'affirmer les structures démocratiques auxquelles elle est actuellement très attachée. En outre, Alfonsín attend d'elle la neutralisation des éléments péronistes inclinés à soutenir des projets de destabilisation et aussi un rappel à l'ordre des législateurs, en particulier au Sénat où le péronisme officiel compte avec la moitié des sièges, profitant de cette situation pour boycotter le gouvernement (en faisant opposition aux nominations d'ambassadeurs et aux promotions dans les forces armées demandées par l'administration radicale).

Au niveau syndical, l'administration Alfonsín, après s'être engagée dans la mauvaise voie, a montré sa capacité de réaction. En effet, ayant essuyé une défaite au Sénat pour le refus de la loi syndicale sur laquelle il avait misé, il a tout de suite nommé un médiateur (Hugo Barrionuevo) sorti des propres rangs de la conduction syndicale péroniste qu'il voulait combattre; en suite il a remplacé son premier ministre de travail identifié à l'affrontement par un négociateur (un jeune dirigeant radical Juan Manuel Casella); enfin il a reçu personnellement les syndicalistes et il a reconnu la représentativité de la CGT (niée jusqu'alors dans les milieux radicaux). Toute cette activité a permis d'aboutir à un règlement électoral pour normaliser les syndicats qui laisse le processus de rénovation en mains des actuels dirigeants, mais avec le contrôle de la Justice Electorale Nationale et la formation des Commissions de Surveillance intégrées par tous les courants représentatifs internes. De cette façon, ces jours-ci doit démarrer les processus électoraux dans tous les syndicats, ce qui occupera leurs dirigeants et évitera des excès dans l'activité revendicative, dépassant les propres demandes des travailleurs. Justement, il fallait souligner que, malgré la dégradation économique, le nombre de grèves après la rentrée a été assez limité (les cheminots 24 hs. deux fois en mai; les travailleurs téléphoniques, métallurgiques, maritimes et du bâtiment; les mécaniciens; les travailleurs du charbon et des établissements frigorifiques et aussi ceux des boulangeries).

La stabilisation du front intérieur, devait raffermir la position de l'administration Alfonsín dans les négociations avec le FMI et même de lui permettre de prendre de nouvelles initiatives face à la dégradation du secteur extérieur encore touché par l'augmentation d'un demi point dans les taux d'intérêt aux USA, ces initiatives pouvant aller de la convocation d'une conférence de chefs de gouvernements lati

BDIC

noaméricains à Buenos Aires, à la création d'un club de débiteurs pour imposer les conditions de la renégociation à la place de les subir.

Au niveau international, l'intérêt réveillé par la démocratie retrouvée pouvait être constaté par la présence à Buenos Aires de quelques notables: le président mexicain Miguel de la Madrid, début avril; le ministre de Relations Extérieures de la RFA, Hans Dietrich Genscher à la mi-avril; le président de l'Inde, Zail Singh fin avril; le chef de l'Etat Major de l'Aviation américaine, Charles Gabriel à la mi-mai. Mais aussi l'administration Alfonsín s'exprimait un peu partout dans le monde occidental à travers le ministre de Relations Extérieures Dante Caputo et le vice-président Victor Martínez. Le sens de toute cette activité diplomatique visait, dans le cas argentin, à obtenir de soutiens pour la renégociation de la dette extérieure et aussi à trouver une solution au conflit des Malouines (le conflit du Beagle étant pratiquement résolu). Quant aux visiteurs, leurs intérêts étaient divers: établir une entente sur le problème de la dette extérieure (Mexique); l'amélioration des relations commerciales (RFA); l'appel à renforcer le Mouvement de Non Alignés (Inde, son actuel président), agissant ce dernier un peu como le représentant des désirs de l'URSS; développer la collaboration militaire (USA). Les soviétiques, dans l'actuelle conjoncture, ont préféré la discrétion à leur présence un peu excessive pendant la période militaire. Leur but, à moyen terme, serait une opération de destabilisation dont le montage occuperait le plus clair de leur temps. A ce sujet, le rebondissement de l'affaire de la loge P2, par la publication dans la presse italienne le 11 mai du projet de rapport présenté par la Commission Parlementaire, permettait de vérifier le soupçon émis, il y a quelque temps par certains observateurs sur la qualité d'agent de Moscou de Licio Gelli, confirmé, au moins pour la période d'après la deuxième guerre, par l'enquête. Sa présence en Argentine jusqu'il y a quelques mois et son déplacement vers un pays limitrophe pour éviter une éventuelle extradition, s'ajouterait au fait de la fuite vers une destination inconnue (mais que l'on ne croit pas lointaine) d'un autre important membre de la loge, le général Suárez Mason, ancien commandant du premier corps de l'Armée de Terre (où il serait responsable d'un grand nombre de disparitions) et ancien président de l'entreprise nationale du pétrole (où il serait responsable d'un trou comptable de cinq milliards de dollars). L'activité de ces deux personnages, tous les deux conservant encore beaucoup de relations au sein des forces armées, dans les milieux des affaires et dans le peronisme (certains de ses dirigeants comme López Rega, soupçonné lui aussi d'être revenu en Amérique du Sud, ayant appartenu à la loge), pourraient servir au développement des plans soviétiques dans la région.

Pendant ce temps, les américains grâce aux bons offices de l'ambassadeur américain, Franck Ortiz (ancien et peut-être actuel membre de la CIA) montraient que, sans abandonner les installations militaires aux Malouines pour prévenir les défaillances de la démocratie, ils choisissaient de jouer la carte de la stabilisation. Dans le cas de l'Argentine, le phénomène pouvait être observé dans le soutien accordé à la renégociation de la dette extérieure argentine et dans les discrètes mais fermes pressions exercées sur l'administration Thatcher pour arriver à un compromis sur les Malouines (tout en gardant une puissante base militaire). Pour les observateurs, cette politique faisait partie d'une révision totale sur les moyens d'assurer une influence stable dans la région, amorcée par des secteurs influents de Washington depuis à peu près un an et demi.

=====



Depuis deux mois, la dette extérieure continue à être la toile de fond du débat politique et économique en Argentine. Mais depuis la signature le 31 mars dernier de l'accord qui permet à l'Argentine de payer ses arriérés et du compromis avec le F.M.I., visant à conclure un nouveau plan de redressement, a modifié considérablement les objectifs fixés par le gouvernement lors de son investiture le 10 décembre 1983.

Le 11 avril, le président Alfonsín accompagné par son conseiller économique Raul Prebisch ont reconnu l'échec de la politique économique volontariste de réduction de l'inflation et de récupération du pouvoir d'achat des travailleurs. On ne peut augmenter les salaires réels dans un contexte inflationniste, ni réguler les taux d'intérêts sans que cela entraîne des conséquences sur les taux de change.

Le retour à une politique plus réaliste mais austère, a été définie de la manière suivante :

- Il n'y aura plus d'ajustements rétroactifs des salaires.
- Le taux de change doit être adapté à l'inflation.
- Priorité est accordée à la réduction de l'inflation via la contraction du déficit public.
- Les taux d'intérêts devront être positifs en termes réels, afin de stimuler l'épargne et d'éviter la fuite des capitaux.
- Il n'y aura pas d'expansion du crédit sans réduction du déficit public.
- La politique de change devra stimuler les exportations et promouvoir la substitution des importations.

Au lieu des intentions, examinons le comportement des différentes variables.

Il est évident que la stratégie du contrôle des prix lié à la tentative de récupération des salaires n'a suffi ni aux uns, ni aux autres. En avril, la hausse des prix à la consommation s'est élevée à 18,5 %, ce qui pour les quatre premiers mois de 1984, porte le total cumulé à 87,6 %.

De la projection de ces quatre premiers mois à toute l'année, il résulte une hausse des prix de 560 % ; or, les exigences du F.M.I. sont de 280 % pour l'année 1984.



SITUATION MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

On a constaté en avril une hausse croissante du prix de l'argent. Le taux d'intérêt régulé est passé de 11 à 14 % mensuel et on a assisté à des restrictions en matière de crédit.

Le taux d'intérêt libre était fixé à 19 % pour les entreprises de premier niveau. Pour celles de deuxième ou de troisième importance, le taux d'intérêt mensuel s'élevait à 30 %. Cela a provoqué un malaise dans le secteur industriel qui subit une double pression de la hausse de ses coûts et du contrôle des prix.

A notre avis, le gouvernement est en pleine contradiction lorsqu'il envisage la réactivation économique, la baisse de l'inflation, la diminution du déficit public avec un taux d'intérêt réel positif.

Il devrait être clairement explicité qu'il existe une impossibilité, au sein d'un contexte d'inflation très élevé, d'appliquer un programme monétaire restrictif, visant à réduire l'inflation alors que les intérêts, en termes nominaux, accompagnent les prix.

Les taux d'intérêt réel positif seront reflétés sur le salaire réel, qu'ils vont abaisser davantage. Si tel n'est pas le cas, même s'il existe une réduction du déficit public, l'économie sera recyclée dans un processus croissant d'inflation.

Il est indispensable d'appliquer une politique financière qui agisse simultanément sur les deux objectifs : la relance et l'inflation. Il faudra peut-être orienter le crédit vers la production et délier partiellement le programme monétaire du stock de la dette existante.

POLITIQUE DE CHANGE

Le taux de change de 16 % (0,68 % chaque jour) prévu pour le mois de mai 1984 sera insuffisant pour rattraper l'écart croissant de ces cinq derniers mois.

On attend donc une modification de cette politique afin qu'elle devienne cohérente avec les objectifs fixés.

DETTE EXTÉRIEURE

Pour la troisième fois en moins de trois mois, les principales banques américaines décident d'augmenter leurs "prime rates", qui, le 8 mai courant, sont passés de 12 à 12,5 %.

Dans le cas de l'Argentine, ce demi-point supplémentaire accroît le service de la dette de 218 millions de dollars par an.

FINANCES PUBLIQUES

Suivant des sources gouvernementales, le budget 1984 a été élaboré, et il est probable que d'ici peu, il soit présenté à la Chambre pour approbation.

Le déficit négocié serait limité à environ 9,5 % du P.I.B. Pour mémoire, rappelons que l'exigence du F.M.I. ne devait atteindre que 7,5 % du P.I.B.

L'hypothèse d'inflation prise en compte par le gouvernement dans l'établissement du budget varierait de 250 à 280 % pour toute l'année.

P.I.B. AGRICOLE

Suivant une étude du F.I.D.E. (Service de Conjoncture), le P.I.B. agricole a progressé de 5,4 % au cours du premier trimestre de cette année par rapport à la même période de 1983.

En examinant les sub-secteurs, on s'aperçoit que les céréales subissent une contraction de 14,6 %.

Par contre, les oléagineux enregistrent un accroissement de 28,9 %.

L'abattage de bétail a augmenté de 6,2 % toujours par rapport au premier trimestre 1983.

Quoi qu'il en soit, même si une tendance favorable est observée, on ne peut extrapoler ces mouvements notamment pour des raisons climatiques.

Pour mémoire, il y a lieu de se souvenir de ce qui s'est passé en 1983 : le premier trimestre a connu une hausse de 6,3 %, qui pour l'ensemble de l'année n'était que de 0,8 %.

SECTEUR EXTÉRIEUR

Les exportations ont enregistré une baisse de 4,1 % durant les deux premiers mois de l'année, par rapport à la même période de 1983, tandis que les importations ont baissé de 12,3 %.

La diminution des exportations peut s'expliquer par la chute de la commercialisation des céréales, de la viande et des fruits secs. Cette baisse n'a pu être compensée par la hausse des exportations de combustibles, de voitures et de sucre.



Durant le premier trimestre de cette année, les exportations de viande ont atteint 75.000 tonnes, d'où un fléchissement de 31 % par rapport au premier trimestre de 1983.

Toujours sur le plan du commerce extérieur, la C.E.E. a proposé d'exporter de la viande destinée à l'industrialisation, en provenance de ses pays membres vers l'Argentine à des prix inférieurs à ceux du marché international, et bénéficiant de crédit à neuf mois.

Mais étant donné que la C.E.E. ne s'engageait pas à libérer des parts de marchés à concurrence des montants de ses exportations, l'Argentine a opposé une fin de non-recevoir. Egalement sollicité, l'Uruguay a agi de même. Nous n'avons pas d'information en provenance du Brésil, troisième pays visé par la proposition.

SALAIRES

Le gouvernement a stipulé une hausse des salaires de 9 % pour le mois de mai et de 3 % sur les allocations familiales, ce qui est nettement inférieur à l'inflation d'avril (15 %). Cela confirme bien qu'il n'y aura plus d'indexation des salaires par rapport au mois échu.

Selon les estimations du F.I.D.E. et de la Centrale Ouvrière (C.G.T.), une famille type (deux adultes et deux enfants) requiert 16.500 pesos par mois (environ 284 dollars) pour vivre ; le salaire minimum fixé par le gouvernement dépasse à peine 5.000 pesos (86 dollars). La détérioration du niveau de vie des Argentins devient critique.

=====

POST-SCRIPTUM

Ce bulletin, où la partie économique a pris un peu le dessus sur la conjoncture, est le dernier avant les vacances d'été. Nous nous retrouverons, donc, début septembre pour examiner tous les changements produits d'ici là pendant l'hiver de l'hémisphère sud. A la rentrée et bonnes vacances !

=====

